

ETAT D'URGENCE SANITAIRE ET RISQUES DE SURVENANCE DES CRIMES FINANCIERS DANS LE SECTEUR PUBLIC MAROCAIN

Par

Amine SOUFIANE

**Doctorant en Economie et Gestion, Laboratoire de Recherche en Sciences
de Gestion des Organisations, ENCG- Kénitra.**

Amine.soufiane@uit.ac.ma

&

Abderrazzak KABOURI

**Professeur à l'ENCG, Laboratoire de Recherche en Sciences de Gestion des
Organisations - Kénitra.**

&

Imane BOUJMAL

**Doctorante en Economie et Gestion, Laboratoire de Recherche en Sciences
de Gestion des Organisations, ENCG- Kénitra.**

Imane.boujmal@uit.ac.ma

&

Lotfi BENZAOU

**Professeur à l'ENCG, Laboratoire de Recherche en Sciences de Gestion des
Organisations -Kénitra.**

Résumé - Depuis l'apparition du « Covid-19 », des défis majeurs ont été soulevés en matière de gouvernance de la sécurité financière. En effet, afin d'endiguer la propagation de l'épidémie, la plupart des pays ont adopté des mesures drastiques imposées dans le cadre d'un état d'urgence sanitaire.

Cette situation de crise, qui voit, partout dans le monde, un état d'urgence afin d'éviter une mortalité massive et des menaces de crises financières et économiques profondes, pourrait cependant, engendrer de nouveaux risques financiers, notamment ceux en relation avec les crimes financiers. C'est dans ce cadre que s'inscrit cet article, qui a comme objectif d'analyser le risque de déviance financière relative aux deniers publics.

<http://revues.imist.ma/?journal=REGS>

ISSN: 2458-6250

Mots clés : Deniers publics, Etat d'urgence sanitaire, Crimes financiers

Abstract- Since the outbreak of the "Covid-19", major challenges have been raised in terms of financial security governance. Indeed, in order to contain the spread of the epidemic, most countries have adopted drastic measures imposed in the framework of a state of health emergency.

This crisis situation, which sees, all over the world, a state of emergency in order to avoid massive mortality and threats of deep financial and economic crisis, could however, generate new financial risks, especially those related to financial crimes. It is in this context, this article is written, with the aim of analyzing the risk of financial deviance related to public funds.

Keywords: Public funds, Health state of emergency, Financial crimes.

Introduction :

L'humanité a connu, depuis des lustres, une série de pandémies et de situations de famine qui ont constitué un réel danger pour sa survie. La peste, le choléra, le SARS, la grippe porcine, l'Ebola, et le Coronavirus ont marqué l'histoire des deux derniers siècles. Ces pandémies ont poussé les pouvoirs publics à décréter des états d'urgence afin de préserver la vie des populations.

Le monde fait face depuis la fin de l'année 2019 et le début de l'an 2020 à une crise sanitaire, sans précédent, suite à la propagation du « Covid 2019 ». Cette situation de crise a eu un impact économique, social, et psychologique sur les pays du monde, la rendant un phénomène universel et un événement pandémique mondial dans lequel tous les chercheurs dans le domaine de la santé ont été sollicités pour contribuer à la lutte contre ce virus.

La rédaction de cet article a coïncidé avec l'état d'urgence sanitaire décrété au Maroc, depuis le 20 mars 2020. Par conséquent, cet article portera principalement sur la protection des deniers publics lors de l'état d'urgence sanitaire relatif au « Covid 19 ». Du fait qu'il s'agit d'une première expérimentation de l'état d'urgence depuis l'indépendance du Royaume du Maroc. Il est à retenir que par « Crimes financiers – جرائم الأموال » on cible à la fois les infractions et les délits, sans empiéter sur la connotation pénale du terme « Crime ».

La gestion d'une situation de crise est appréhendée d'une manière différente que lorsqu'il s'agit d'une hypothèse de guerre, qui est naturellement envisagée dans la constitution. En effet la constitution marocaine n'inclut pas de disposition pour gérer un état d'urgence. Par conséquent, et dans un contexte pandémique tendu, Le Maroc, comme plusieurs pays du monde, a été mis à l'épreuve sur plusieurs domaines. L'expérience a démontré que le Maroc a dû affronter cette situation de crise relative à l'apparition du « Covid 19 » par des moyens de droit ordinaire. En l'absence d'une loi spécifique relative à la gestion d'un état d'urgence sanitaire, le gouvernement marocain a adopté plusieurs actions pour contrecarrer la propagation du virus sur le territoire, passant par un aménagement des pouvoirs aléatoire, étant donné que l'exécutif a été plus ou moins mis en avant.

Concernant le volet financier de l'état d'urgence sanitaire relatif au « Covid 19 » un fonds a été créé, par Décret n° 2-20-269, en application des Hautes instructions Royales en date du 16 mars 2020. Eu égard de l'aspect normatif, la création de ce Fonds est établie sur un ensemble de textes législatifs et réglementaires régissant les finances publiques. Une enveloppe

budgétaire est dédiée au Fonds et est affectée à la prise en charge des dépenses de mise à niveau du système de santé, à l'assistance des secteurs les plus affaiblis par la crise sanitaire pour préserver les emplois et à la couverture des aides destinées au soutien des salariés et des travailleurs dans le secteur informel. Face à tous les efforts financiers mobilisés, et devant l'importance capitale de la protection des deniers publics, Existe-t-il un risque de survenance des crimes financiers ?

Pour analyser le risque de déviance financière lors de l'état d'urgence sanitaire, nous ne chercherons pas à savoir pourquoi existerait-il un risque de survenance des crimes financiers mais plutôt, nous examinerons les facteurs qui favoriseraient leurs réalisations. Il ne s'agirait pas d'une analyse sociologique, mais plutôt organisationnelle.

Les théories factorielles ont souvent mis le lien entre l'augmentation de la criminalité avec la pauvreté, les conditions de vie, ou la situation professionnelle. Or (Cohen et Felson, 1979) ont démontré, à travers la théorie de l'activité routinière, que la délinquance américaine avait explosé en plein essor de la situation économique du pays. Leur théorie est basée sur trois éléments : une personne motivée et capable de commettre un crime, des victimes ou des objectifs jugés intéressants et l'absence de gardiens capables de prévenir les violations. Or ces conditions ont été remplies lors de l'état d'urgence sanitaire marqué par le confinement et la restriction des déplacements, y compris des contrôleurs de l'Etat pour prévenir les infractions financières. Ce qui rend la théorie de l'activité routinière mobilisable dans notre cas.

Le début de l'état d'urgence sanitaire ne date que de mars 2020. Par conséquent, les rédactions scientifiques en rapport avec notre sujet sont rares voire inexistantes. A cet effet, nous avons choisi de procéder à une analyse documentaire, pour pouvoir évaluer les risques relatifs aux deniers publics. Cette analyse nous permettra de collecter des données informatives grâce à l'étude de documents officiels. Les informations récoltées seront utiles pour développer ses connaissances sur le sujet étudié.

Pour apporter des réponses à cette question une revue documentaire du contexte financier de l'état d'urgence sanitaire sera tout d'abord faite (Partie 1). S'en suivra une analyse du risque de survenance des crimes financiers impactant les deniers publics (Partie 2).

1. Revue documentaire : Le contexte financier de l'état d'urgence sanitaire

De prime à bord, il est nécessaire de distinguer entre l'état d'urgence et l'état d'urgence sanitaire. L'état d'urgence est l'un des pouvoirs de crise dont disposent les autorités publiques. Il est possible de les définir, selon (DUHAMEL et MÉNY, 1992), comme étant « des procédés destinés à faire face à des situations d'exception, de caractère national ou local, se traduisant par un assouplissement ou une mise à l'écart, pour une durée plus ou moins longue, de la légalité des temps ordinaires ». Lorsque la situation de l'État devient périlleuse, à la suite d'événements exceptionnels (atteinte à l'intégrité territoriale, tentative de coup d'État...), il est primordial de basculer vers une légalité d'exception afin de maintenir la stabilité du pays. Pour autant, La légalité ordinaire n'est pas abandonnée. Elle est, momentanément, mise en attente afin que les mesures d'exception puissent rétablir l'ordre.

La différence entre l'état d'urgence et l'état d'urgence sanitaire est le fait que dans l'état d'urgence sanitaire, il n'existe pas de menace contre le pouvoir, la stabilité du pays, et la bonne marche des institutions, mais plutôt une menace relative à la santé publique dans le cas où le virus se propagerait.

Les situations de crise soulèvent plusieurs problématiques relatives à la continuité du service public, ainsi que les mécanismes organisationnels qui permettront d'assurer cette continuité. La priorité demeure dans la mise en œuvre de mesures réglementaires dont la finalité est la préservation de la population. Ces mesures doivent être en totale conformité avec l'article 154 de la constitution qui dispose : « Les services publics sont organisés sur la base de l'égal accès des citoyennes et citoyens, de la couverture équitable du territoire national et de la continuité des prestations. Ils sont soumis aux normes de qualité, de **transparence**, de **reddition des comptes** et de **responsabilité**, et sont régis par les principes et valeurs démocratiques consacrés par la Constitution ».

D'un point de vue financier, et selon rapport d'exécution budgétaire et de cadrage macroéconomique triennal de 2022, le Fonds de lutte contre le « Covid 19 » a enregistré des recettes pour 34,6 milliards de dirhams (dont 10 milliards issus du budget général de l'Etat) et des dépenses pour 29,32 milliards de dirhams, réparties comme suit :

- Plus de 2,2 milliards de dirhams consacrés à l'acquisition d'appareils et d'équipements sanitaires indispensables dans la lutte contre la pandémie;
- 16 milliards de dirhams pour le financement des mesures prises par le Comité de veille économique et qui sont destinées au soutien des personnes en arrêt provisoire de travail à

cause de la pandémie Covid 19 (M. le Ministre de l'Economie, des Finances et la Réforme de l'Administration publique, 2020).

Les dépenses du fonds « Covid 19 » ont bénéficié d'une souplesse réglementaire, rentrant dans la série des mesures prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

1.1. La simplification des procédures

Considérant les spécificités de l'état d'urgence sanitaire, et pour des fins organisationnelles, le pouvoir exécutif peut initier des textes d'ordre réglementaire, tels que les décrets et les circulaires, conformément aux articles 90 et 92 de la constitution, et à l'article 68 de la loi organique des finances.

Ces textes autorisent au gouvernement à prendre toutes les dispositions nécessaires afin de garantir la bonne gestion des finances publiques. Lesdits textes rassemblent les décrets¹, les circulaires ministérielles relatives aux marchés publics², et celles relatives à la gestion des établissements publics³.

Suite à l'apparition des premiers cas d'infections par le « Covid 19 » au Maroc, le conseil de gouvernement avait établi le décret n° 2-20-270 relatif aux modalités d'exécution des dépenses du ministère de la santé, et d'autre part le ministre de l'économie, des finances et de la réforme de l'administration a émis plusieurs circulaires facilitant les procédures de la commande publique :

1.1.1. Les dépenses du ministère de la santé

L'objectif du décret précité était de faciliter l'acquisition du matériel nécessaire à la lutte contre le virus. Ledit décret dérogeait à plusieurs dispositions du décret ° 2-12-349 relatif aux marchés publics :

- Les bons de commande : La limite des 200.000 DHS par année budgétaire est levée (Art. 3)

¹ Tel que le Décret n° 2-20-270 du 21 regeb 1441 (16 mars 2020) relatif aux modalités d'exécution des dépenses effectuées par le ministère de la santé (BO 6866 p.434).

² A titre d'exemple la circulaire du MEFRA N° 9/DR/DRRCI/TGR du 02 avril 2020 relative à la simplification de certaines procédures liées aux marchés publics de l'Etat et des CT

³ Circulaire du MEFRA N° C9/20/DEPP du 31 mars 2020 concernant les mesures d'accompagnement au profit des Etablissements et Entreprises Publics pour assurer des souplesses dans la gestion pendant la période de l'état d'urgence sanitaire liée à la pandémie du coronavirus "Covid-19"

- Les marchés négociés : Possibilité d'être conclus sans publicité préalable, sans mise en concurrence préalable et sans production d'un certificat administratif (Art. 4)
- Le contrôle : Suspension du contrôle de régularité des engagements de dépenses réalisés par le trésorier ministériel de la santé.

1.1.2. Les dépenses des Etablissements et Entreprises Publics (EEP)

La circulaire n° C9/20/DEPP du 31 mars 2020a permis aux ordonnateurs des (EEP) d'adopter, sous leur responsabilité, la procédure d'engagement des dépenses qu'ils jugent opportune (appel d'offres, marchés négociés, bons de commande sans limitation de seuil).D'autres souplesses ont été accordées par ladite circulaire telles que la gestion des paiements des dépenses des établissements publics soumis au contrôle préalable et spécifiques, l'introduction de mesures dérogatoires concernant la gestion des marchés ainsi que l'établissement et la publication des comptes des établissements publics au titre de 2019.

Ce n'est qu'à partir du 03 mai 2021 que le Le ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration a annoncé la levée des mesures d'accompagnement prises au profit des Etablissements et Entreprises publics (EEP).

Toutefois la nouvelle circulaire n° D677/21/DEPP précise qu'en cas de situations exceptionnelles empêchant les déplacements des agents de contrôle pour la participation aux réunions tenues au niveau des EEP, notamment, les commissions d'appel d'offres des Etablissements Publics soumis au contrôle préalable, les agents de contrôle sont tenus de se référer, en temps opportun, à leurs responsables hiérarchiques pour arrêter, en concertation avec l'EEP concerné, la solution adaptée au cas par cas.

1.1.3. Les dépenses des collectivités territoriales :

Les régions, provinces et préfectures et les communes ont aussi eu droit à une procédure exceptionnelle d'achat, dans le cadre de la lutte contre le « Covid 19 ». A cet effet, la circulaire n° F/1248, en date du 25 mars 2020, du Ministre de l'Intérieur a donné la possibilité aux collectivités territoriales de procéder à l'achat de matériel et d'équipement, l'achat de petits matériels, de produits et de fournitures et les prestations de services (y compris ceux relatifs secours et à l'assistance aux indigents et nécessiteux) par marchés négociés sans publicité préalable et sans mise en concurrence.

1.2. Les modifications budgétaires

Afin de contrecarrer l'aggravation de la pandémie du « Covid 19 », des modifications budgétaires devaient être réalisées :

1.2.1. Les Collectivités territoriales :

Suite à la circulaire du Ministre de l'Intérieur n° F/1248 du 25 mars 2020, les présidents des collectivités territoriales ont été autorisés à opérer des modifications de leurs budgets sans délibérations de leurs conseils ; soit par l'ouverture de nouveaux crédits budgétaires à gager sur des ressources disponibles non programmées, soit par virement et reprogrammation de crédits antérieurs. Ces modifications peuvent être opérées soit par autorisations spéciales, ou par décisions de virement signées par leurs soins et visées par les Walis et Gouverneurs des préfectures et provinces du Royaume.

Ces crédits doivent concerner exclusivement les charges liées à la lutte contre la pandémie et ses effets.

Toutefois cette simplification de procédure doit être appréciée par les présidents des collectivités territoriales en concertation avec les Walis et Gouverneurs, sachant que ces derniers exercent un contrôle administratif sur les arrêtés des présidents des collectivités territoriales, conformément aux dispositions des lois organiques.

1.2.2. Les Etablissements et Entreprises Publics (EEP)

Du point de vue budgétaire, la circulaire n° C9/20/DEPP a autorisé les EEP, qui à la date du 31 mars 2020, n'ont pas approuvé leurs budgets, à poursuivre l'engagement de leurs dépenses. Une approbation ultérieure des budgets par le Ministère de la tutelle, est prévue par la même circulaire.

Avant d'entamer la deuxième partie, il y a lieu de préciser que de la lecture des textes précités ressort plusieurs dispositions recommandant la flexibilité dans la gestion des établissements et de la commande publique lors de l'état d'urgence, mettant à risque le non-respect des principes de libre accès à la commande publique, d'égalité de traitement des concurrents et de transparence dans le choix du maître d'ouvrage, tels qu'édictees par l'article 1 du Décret n° 2-12-349. Par conséquent, ces textes pourraient donner une légitimité aux crimes financiers tels que le favoritisme, ou le détournement des fonds publics.

2. Les résultats d'analyse

En guise de comparaison avec le crime ordinaire, et depuis le début de l'état d'urgence sanitaire au Maroc, en date du 20 mars 2020, la tendance de certains actes criminels a été vue à la baisse (-20%), par rapport à la même période en 2019. Selon la Direction Générale de la Sureté Nationale (DGSN), le nombre de cas enregistrés en mars 2020 a été réduit de 10.867 affaires, par rapport au mois de mars 2019. A titre d'exemple, les crimes avec violence, tels que les homicides, les coups et blessures mortels, les vols à mains armées, ont diminué de 52%. Le nombre de vols qualifiés a aussi diminué de 28%, et celui des agressions physiques de 41%, (Communiqué de la DGSN, 2020).

Or, en l'absence de statistiques officielles, au moment de la rédaction de cet article, relatives aux crimes financiers impactant les deniers publics commis lors de cet état d'urgence sanitaire, il sera procédé à une analyse du risque de survenance de deux crimes financiers, les plus fréquents, à savoir, le favoritisme puni par les dispositions de l'article 254 du code pénal (2.1) et le détournement des fonds publics puni par les dispositions des articles 241 et suivants du même code (2.2)

2.1. Le favoritisme

Le délit de favoritisme est plus fréquent dans les marchés publics. On parle de favoritisme lorsqu'un ou des fonctionnaire(s) qui dispose(nt) des pouvoirs d'attribution d'un marché à une entreprise adjudicataire (dans le cadre d'une commission) use(nt) de son (leur) pouvoir pour favoriser un concurrent au détriment d'un autre sans que celui-ci ne soit le plus méritant. La contrepartie de cet acte pourrait être financière (corruption), sociale, ou professionnelle. Comme cité lors de la première partie, les procédures négociées ont été autorisées pour la commande publique réalisée lors de l'état d'urgence. Pour rappel, La procédure négociée est un mode de passation des marchés en vertu duquel une commission de négociation, choisit l'attributaire du marché après consultation d'un ou plusieurs concurrents et négociation des conditions du marché. Ces négociations concernent notamment le prix, le délai d'exécution ou la date d'achèvement ou de livraison et les conditions d'exécution et de livraison de la prestation. Elles ne peuvent porter sur l'objet et la consistance du marché (Décret n°2-12-349). Jusqu'au début des années quatre-vingt-dix, la violation par les décideurs publics des règles régissant la commande publique n'était sanctionnée que par l'annulation administrative de l'acte passé irrégulièrement. Le plus souvent cette sanction était peu efficace, dans la mesure où elle n'intervenait que postérieurement à l'exécution et au règlement de la convention.

Par principe, il incombe au ministère public, en raison du principe de la présomption d'innocence, de démontrer que l'infraction est caractérisée dans tous ses éléments matériels et intentionnels. Or, la preuve du dol général, parce qu'elle porte sur un élément immatériel, ne peut que très rarement être apportée directement. Cela explique pourquoi en pratique, en l'absence d'aveu, l'élément intentionnel est souvent déduit de la nature même du comportement matériel du prévenu, du moins lorsque celui-ci ne présente pas d'équivoque.

Les faits constitutifs de favoritisme sont fréquemment dissimulés. En pratique, ils sont le plus souvent constatés à la suite de dénonciations émanant de candidats évincés. Cette infraction peut aussi être détectée à l'occasion de contrôles réalisés par des juridictions financières, telles que la Cour des comptes ou la Cour régionale des comptes. Mais, la détection du délit demeure donc particulièrement difficile (LASSERE CAPDEVILLE, 2010).

2.2. Le détournement des fonds publics

Historiquement, lors des situations de crise qu'avait connu le Royaume du Maroc, le risque de détournement des deniers publics, en numéraires ou en nature, a toujours été présent. Dans son écrit, « la vie de Moulay Ismael », rédigé par Joseph De Leon, et repris par Chantal De La Véronne, le Sultan avait découvert qu'un de ses Pachas avait détourné le blé au lieu de le distribuer à la population qui souffrait de la famine.

De nos jours, le détournement des fonds publics est considéré comme le crime financier, à impact le plus ressenti, sur l'intérêt général, à cause de l'ampleur de ses conséquences financières qui en résultent. Le détournement des fonds publics constitue une appropriation du fonctionnaire de la chose publique, qui a comme répercussion la déviation de la finalité des fonds. Au lieu de servir l'intérêt général, ces fonds se retrouvent à satisfaire un besoin personnel contraire aux nécessités de l'intérêt général. D'autre part, le fonctionnaire dépositaire de ces fonds profite de sa position et de son accès aux fonds publics pour s'enrichir au détriment de l'intérêt général.

Le détournement des fonds publics porte atteinte à la probité du fonctionnaire et à la confiance qui lui est accordée par l'Etat. Ces deux éléments constituent la base de la bonne marche du service public. Sur un plan pratique, et dans le cadre des états d'urgence et des situations de crise, le fonctionnaire pourrait détourner les subventions provenant des fonds mis en place. Au lieu de les acheminer vers les dépenses auxquelles elles seraient allouées, le

dépositaire, transfère lesdits fonds vers des comptes tenus par des proches ou des membres de sa famille.

A cet effet, le législateur marocain a accordé une grande importance à la répression du détournement des fonds publics, partant du fait qu'il s'agisse du crime financier le plus dangereux et le plus répandu et commis par les fonctionnaires. La convention de Mérida, ratifiée par le Maroc en 2007, réprime le détournement à travers l'article 17 : « Chaque Etat Partie adopte les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale, lorsque les actes ont été commis intentionnellement, à la soustraction, au **détournement** ou à un autre usage illicite, **par un agent public**, à son profit ou au profit d'une autre personne ou entité, **de tous biens, de tous fonds ou valeurs publics** ou privés ou de toute autre chose de valeur qui lui ont été remis à raison de ses fonctions ».

Du point de vue pénal, et vu que ce crime altère l'intérêt suprême de la société et peut toucher la stabilité financière du pays, l'article 241 du code pénal marocain sanctionne le fait, par un magistrat ou un fonctionnaire public, de détourner, dissiper, retenir indûment, ou soustraire des deniers publics ou privés, des effets en tenant lieu ou des pièces, titres, actes, effets mobiliers qui étaient entre ses mains, soit en vertu, soit à raison de ses fonctions. Ce délit constitue l'une des infractions reflétant la quintessence de l'exigence de probité exigée aux élus et fonctionnaires. L'infraction peut être considérée comme une sorte d'abus de la fonction publique.

Le risque de survenance d'un détournement s'accroît lorsque le contrôle des dépenses des deniers publics est mis en pause, à cause de la situation de crise.

Pour lutter contre le détournement des fonds publics, le pouvoir judiciaire doit établir les preuves en enquêtant sur les activités à fort risque de détournement. Or, lorsque le pays traverse une situation de crise, ou un état d'urgence, même le pouvoir judiciaire ralentit. Lors de l'état d'urgence sanitaire dû au « Covid 19 », le ministère de la justice, le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire et le ministère public ont décidé de suspendre les audiences au niveau des tribunaux. Seules les audiences qui ont été maintenues sont celles relatives à des affaires impliquant des personnes poursuivies en état de détention, à des dossiers en référé ou à des dossiers d'instruction. Ce ralentissement pourrait encourager les fonctionnaires à commettre des détournements de fonds publics.

Conclusion

La réforme constitutionnelle qu'a connu le Maroc a permis l'instauration d'une nouvelle dynamique du contrôle des deniers publics, à travers le respect des principes de bonne gouvernance. Le secteur public est invité à plus de prévention dans la gestion des deniers publics afin d'éviter toute déviation dans le cadre de ses activités. Il est aussi exigé de ses acteurs, de faire usage des fonds à leur disposition, de les gérer, et de veiller à leur protection. Il est indispensable pour l'Etat de lutter contre les comportements criminels, et les pratiques frauduleuses qui vont à l'encontre de l'éthique de ses fonctionnaires. Cette lutte ne peut être mise en œuvre que par l'application stricte des lois et règlements, qui doivent être révisés pour ne pas être dépassés par la criminalité financière.

A « L'urgence » de l'état « d'urgence » doit s'appliquer une réaction rapide de la part des autorités de contrôle. Leur travail se verra associé au plus vite et au plus près de l'état d'urgence. Le contrôle doit être opéré en simultané avec les dispositions de l'état d'urgence. Il ne peut être mis en pause, en aucun cas. La poursuite de l'activité de contrôle est le rôle principal des instances de contrôle. Il est compréhensible que les états d'urgence et les situations de crise requièrent des adaptations, y compris au sein des institutions de contrôle, mais cela ne saurait atteindre l'interruption des investigations préliminaires rentrant dans le cadre du contrôle des finances publiques, et des poursuites judiciaires résultantes du détournement des fonds publics.

Afin de lutter contre le favoritisme et le détournement des biens publics, et dans un contexte technologique avancé, basé sur le développement des technologies de télé-conférence à distance et des communications vidéo, l'Etat pourrait bénéficier de ces avancées technologiques pour faciliter, d'une part, l'accès à la commande publique, en retirant/déposant le dossier de soumission à la commande publique ou, d'autre part, pour tenir les réunions des instances délibératives en matière de validation des budgets des établissements et entreprises publics.

Enfin, la crise sanitaire actuelle que traverse le monde montre à quel point il est compliqué de prévoir toutes les mesures qu'impose l'état d'urgence. Mais, en même temps, il est inacceptable, de fermer l'œil sur la protection des deniers publics.

REFERENCES

Circulaire n° C9/20/DEPP, du MEFRA du 31 mars 2020, concernant les mesures d'accompagnement au profit des Etablissements et Entreprises Publics pour assurer des souplesses dans la gestion pendant la période de l'état d'urgence sanitaire liée à la pandémie du coronavirus « Covid-19 ».

Circulaire n° C9/20/ DEPP du 31 mars 2020, relative aux mesures d'accompagnement au profit des EEP pour assurer des souplesses dans la gestion pendant la période de l'état d'urgence sanitaire liée à la pandémie du coronavirus « Covid-19 ».

Circulaire n° 9/DR/DRRCI/TGR, du MEFRA du 02 avril 2020, relative à la simplification de certaines procédures liées aux marchés publics de l'Etat et des CT.

Circulaire n° D677/21/DEPP, du 3 mai 2021, annonçant la levée des mesures d'accompagnement prises au profit des Etablissements et Entreprises publics.

Décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013, relatif aux marchés publics, B.O 6140.

Décret n° 2-20-269 du 16 mars 2020 portant création d'un compte d'affectation spéciale intitulé : « Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du Coronavirus “Le Covid-19” ».

Décret n° 2-20-270 du 16 mars 2020, Les modalités d'exécution des dépenses effectuées par le ministère de la santé, BO 6866,p.434.

DUHAMEL et MÉNY, 1992, Dictionnaire constitutionnel, Pouvoirs de crise,Vo, PUF, p. 785.

Exposé de M. le Ministre de l'Economie, des Finances et la Réforme de l'Administration publique devant la chambre des représentants, 2020. Disponible sur : <https://www.finances.gov.ma/ar/>

Lawrence E. Cohen and Marcus Felson, 1979, Social Change and Crime Rate Trends: A Routine Activity Approach, American Sociological Review, N° 4,Vol 44, 1979, pp. 588-608.

Ministère de l'économie et des finances, 2022, Rapport d'exécution budgétaire et de cadrage macroéconomique triennal.